Sortir du capitalisme = diviser par 2 les gaz à effets de serre

« Make our planet great again. » Macron se paye une opération de communication à peu de frais contre Trump, qui est effectivement la caricature du politicien réactionnaire pour qui le dérèglement climatique est un complot écolo… Mais cela ne peut pas faire oublier que l'accord de Paris (issu de la COP21) qu'il vante en comparaison n'est qu'un recueil de promesses qui ne contraignent absolument pas les capitalistes. Son objectif, limiter le réchauffemement à +2°C d'ici 2100, nous fait déjà courir de graves risques environnementaux, et ces objectifs ne seront évidemment pas tenus. Malheureusement, les conférences du gratin capitaliste nous ont habitué à cette hypocrisie.

Concrètement, il faudrait que les émissions mondiales baissent de 40% à 70% d'ici à 2050, alors qu'elles ne font pour l'instant qu'augmenter. On ne peut pas exclure la possibilité que le pic des émissions de gaz à effet de serre (GES) soit passé dans les prochaines décennies, même si cela ressemblerait plus à une lente inversion qu'à un "pic". Mais selon toutes les projections «réalistes» il n'y aura jamais de baisse suffisante.

Jamais ? Sauf si nous faisons sauter ce système capitaliste où les rois de l'économie verrouillent tout. Nous avons développé dans nos articles[1] quelques raisons structurelles qui font que le marché empêche de réaliser des économies d'énergie massives, qui sont une condition nécessaire pour la transition énergétique (nous n'évoquerons pas ici le développement des énergies renouvelables qui pourrait lui aussi contribuer sensiblement à la baisse des émissions). Mais il est très difficile de mettre des chiffres sur ces économies structurelles. Des estimations des économies possibles existent pour certains secteurs ou par technique, mais elles permettent difficilement de donner une vision d'ensemble.

Par exemple, comment estimer l'économie réalisée par la fin de l'obsolescence des produits? par la facilitation de leur réparabilité? Comment évaluer l'optimisation de la production et des transports du seul fait de la planification? Le marché est un obstacle même pour l'estimation du gaspillage qu'il engendre.

Pourtant, il est utile d'avoir des ordres de grandeur pour fixer les idées. **Nous voulons ici soutenir une estimation très grossière : en sortant du capitalisme, nous pourrions immédiatement diviser par 2 les émissions de GES.** "Immédiatement", dans le sens où cela ne fait intervenir que des technologies qui existent déjà. En pratique cela nécessiterait bien sûr un temps minimal de mise en place, mais il y aurait aussi de nombreuses autres sources d'économies possibles.

Généraliser le meilleur de l'efficacité énergétique

Pour chaque pays, on peut rapporter l'ensemble des consommations énergétiques au PIB. Cela permet d'obtenir un indicateur appelé "l'intensité énergétique", qui reflète le "coût" en terme de consommation d'énergie (et donc assez directement en termes de GES) pour assurer la production du pays. La diminution de l'intensité énergétique permet d'observer globalement les progrès de l'efficacité énergétique (que ce soit par l'isolation des bâtiments, l'amélioration des process industriels, la conception d'appareils moins énergivores…).

Globalement, l'intensité énergétique tend à diminuer, et elle est plus basse dans les vieux pays industrialisés, et encore élevée dans les pays en développement, où les techniques disponibles sont souvent plus anciennes. Ce décalage est dû aux différences de richesses, mais aussi à la concurrence qui pousse les grands groupes à garder jalousement leurs brevets.

	Intensité énergétique (tep/M$)	Part de l'industrie (% PIB)
Italie	122,8	27,1%
Royame-Uni	141,2	25,3%
Japon	154	30,0%
Allemagne	163,9	30,9%
France	170,5	23,3%
Monde	212,9	30,6%
Etats-Unis	221,7	23,2%
Chine	231,3	47,5%
Russie	519	37,9%

Chiffres exprimés en tonnes équivalent pétrole (tep) par million de dollars (dollars de 2000).
(PIB mondial en l'an 2000 = 41 016,69 milliards de dollars, en dollars de 2000)

Il faut cependant relativiser ces chiffres en prenant en compte l'industrialisation et la désindustrialisation des pays. Par exemple le Royaume-Uni a une intensité énergétique basse, mais c'est aussi un pays très financiarisé, ce qui signifie qu'une grande partie de sa consommation énergétique est délocalisée, et donc non prise en compte. En revanche, l'Allemagne a clairement une efficacité énergétique supérieure à celle de la France, puisqu'elle est plus industrialisée mais a malgré cela une intensité énergétique inférieure.

En effet en France, de nombreux secteurs industriels sont loin d'être les plus performants, comme le montre par exemple le tableau suivant sur différents process industriels[2] :

Contenu énergétique (kWh/t)	Aujourd'hui en France	Meilleure pratique ailleurs
Acier de haut fourneau	6 300	4 900
Acier issu de ferrailles recyclées	1 900	1 000
Aluminium primaire	31 500	25 600
Aluminium recyclé	1 500	950
Papier	10 500	7 000
Papier recyclé	3 300	1 630
Ciment	1 300	700

Avec ces données, on peut estimer les économies d'énergie possibles en prenant en référence un pays "économe" et en supposant que son niveau d'intensité énergétique est généralisé au monde entier. Si on prend par exemple le Japon (relativement économe, mais qui reste industrialisé), la consommation d'énergie mondiale diminuerait de 28%.

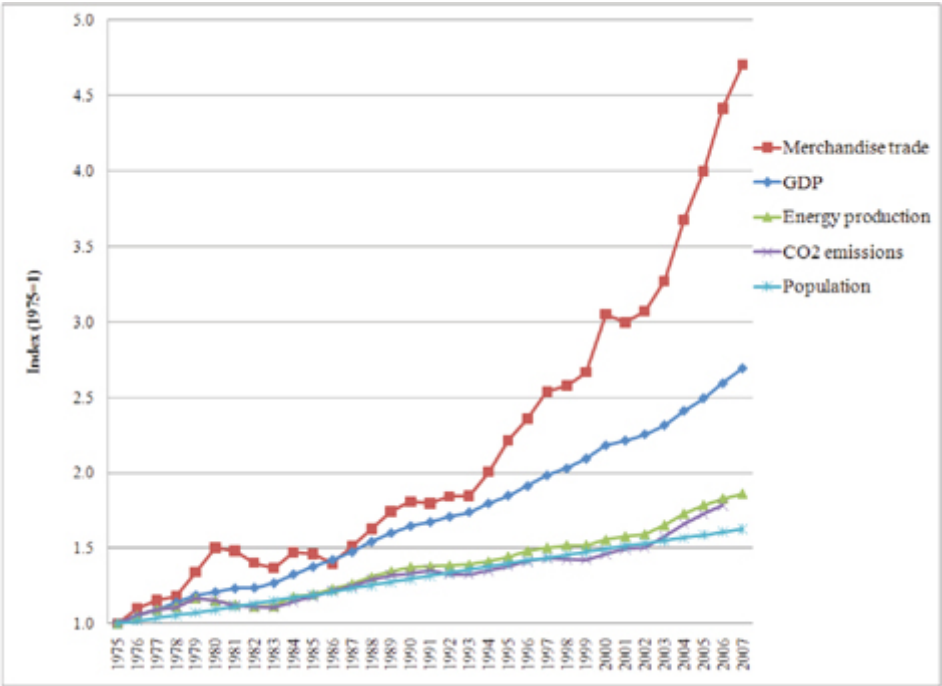
Cette hypothèse est modérée, parce qu'on peut facilement supposer qu'il est possible de faire de nombreuses économies d'énergie par rapport au niveau du Japon…

Mais si l'on attend les scénarios des agences officielles comme celle de l'ONU[3], les consommations d'énergie *dans l'industrie* ne se s'inverseraient que… d'ici 2030, en supposant des investissements qui feraient converger partout vers les meilleurs techniques disponibles, scénario auquel l'agence elle-même ne croit pas.

Relocalisations partielles et diminution des transports

La mondialisation est aussi ancienne que le capitalisme, mais elle connaît des périodes de repli, et des périodes très "libérales" comme la nôtre. L'essor de la libre circulation des capitaux et des marchandises a favorisé un éclatement des chaînes de production, qui suit une logique d'optimisation financière mais engendre énormément de transports pour un même niveau de production. Depuis les années 1990 en particulier, le niveau des échanges commerciaux s'est envolé et a nettement "décroché" par rapport à la croissance mondiale.

Le graphique suivant indique que depuis 1975, le commerce de marchandise a été multiplié par 4,7, quand la production (PIB) a été multipliée par 2,7. On peut à partir de ces données estimer que sans cette accélération de la mondialisation, le niveau du commerce (et donc globalement des transports) serait aujourd'hui seulement à 57% de ce qu'il est aujourd'hui (2,7 / 4,7). D'après le 5e rapport du GIEC, le secteur des transports représente 14% des GES. On peut dire, grossièrement, que la relocalisation partielle permettrait donc d'économiser 6% des GES.



Stopper la déforestation

Selon les estimations les plus basses, 12% des émissions de GES proviennent de la déforestation[4] (d'autres indiquent 20%[3]). Cela concerne essentiellement les zones tropicales, où des forêts sont coupées pour l'agriculture, souvent par des gens qui pourraient difficilement trouver une autre source de revenu, ou parce qu'il est rentable de fournir des "biocarburants" au Nord... La déforestation d'aujourd'hui est donc essentiellement induite par le capitalisme, et pourrait être immédiatement stoppée. Il n'y a aucune pénurie de surfaces agricoles qui pourrait pousser d'une quelconque façon à abattre des forêts tropicales si la misère ou le marché n'y poussait pas.

Bilan

D'après le 5e rapport du GIEC, le total des émissions de GES s'élève à 49 Gt en équivalent CO_2. Les 3 estimations présentées ci-dessus donnent :

- Efficacité énergétique : -13,7 Gt eq. CO_2
- Relocalisations : -2,9 Gt eq. CO_2
- Arrêt de la déforestation : -5,9 Gt eq. CO_2

Soit environ une division par 2 des émissions de GES.

Il faut souligner que cette estimation se base sur un PIB constant. Cela ne signifie absolument pas qu'il ne faut pas remettre en question la croissance et le niveau de production actuel. Nous pourrons certainement établir démocratiquement toute une série de secteurs pour lesquels on peut et on doit viser une diminution nette des consommations. Des organisations écologistes fortes seront nécessaires au lendemain de la révolution socialiste pour pousser dans ce sens.

Mais il est important de montrer que la logique elle-même du capitalisme est source de gaspillages structurels, et que la prise du pouvoir par les travailleur-se-s permettrait déjà de faire la moitié du chemin.

1 http://tendanceclaire.org/article.php?id=all&keyword=écologie

2 Source : http://decrypterlenergie.org/peut-on-encore-realiser-des-economies-denergie-dans-lindustrie

3 Global Industrial Energy Efficiency Benchmarking, UNIDO, 2010, disponible sur : www.unido.org/fileadmin/user_media/Services/Energy_and_Climate_Change/Energy_Efficiency/Benchmarking_%20Energy_%20Policy_Tool.pdf

4 http://fr.euronews.com/2016/11/02/cop22-ces-activites-qui-emettent-autant-de-co2-que-la-deforestation

5 http://www.wwf.fr/nos_priorites/conserver_les_ecosystemes/preserver_les_forets_tropicales/comprendre_l_impact_de_la_foret_sur_le_climat/

Julien Varlin, le 23 juin 2017